

Intervention de M. Hans Van Mierlo, représentant du Gouvernement néerlandais à la Convention sur l'avenir de l'Union européenne
Jeudi 23 mai 2002

Monsieur le Président,
Chers collègues,

Questions 1 et 2

La délimitation actuelle des compétences correspond, à notre avis, globalement aux missions de l'Union, à l'exception des situations qui se présentent dans les deuxième et troisième piliers et que nous aborderons plus tard. Il est apparu de façon évidente lors des réunions précédentes qu'une approche européenne plus fondamentale est souhaitable.

Nous ressentons le besoin non pas de modifier sur le fond le principe de subsidiarité, mais de le rendre plus visible dans le processus de prise de décisions. Pour ce faire, il est souhaitable que la Commission étaye davantage les principes de subsidiarité et de proportionnalité. Un tel étalement devrait alors faire l'objet d'un débat distinct au sein du Conseil et du Parlement, à chaque fois que le besoin s'en fait sentir. C'est ce que j'appellerais le « test de recevabilité ». Les parlements nationaux peuvent débattre des considérations publiques dans leur réunion avec le ministre, avant le départ de celui-ci pour une réunion du Conseil. Ainsi toutes les institutions auront satisfaction. Il ne nous semble *a priori* pas très souhaitable de mettre en place une chambre distincte qui grouperait des parlementaires nationaux.

Question 3

Pour ce qui est des instruments juridiques, je voudrais faire une remarque préliminaire d'ordre général. Tous, nous souhaitons à la fois la clarté, la transparence et l'efficacité. Il est évident que la clarté est quelque chose d'essentiel. Ma compatriote Madame Maij-Weggen, membre du Parlement européen, Monsieur Van Baalen et tant d'autres ont dit beaucoup de choses très sensées sur la question. Ils ont évoqué une image qui est celle d'un capharnaüm d'instruments, nécessitant à la fois une mise en ordre et un élagage. Je suis d'accord avec eux, tout en émettant une mise en garde : nous devons veiller à ce que l'élagage ne devienne pas l'ennemi de l'efficacité. Cette abondance d'instruments est le résultat des efforts constamment déployés en vue de trouver l'instrument adéquat qui soit le plus efficace possible dans telle ou telle situation tout en faisant droit aux principes de subsidiarité et de proportionnalité. Et, si je me place du point de vue du Parlement européen, je peux très bien comprendre ses objections vis-à-vis de cette abondance d'instruments. Mais le citoyen, lui, n'est pas trop gêné par le manque de clarté. Ce qui importe pour lui, c'est bien plus l'efficacité. C'est un peu comme un dentiste qui ne garderait que deux de ses vingt fraises uniquement pour que les choses soient plus claires. Je ne suis pas sûr que les patients y trouveraient leur compte ! Nous devons y regarder de très près, pour être bien sûrs de savoir quelles doivent être les priorités. Pour l'action législative de l'Union dans le cadre du premier pilier, les instruments existants sont à la fois clairs et efficaces. Nous devons, de façon générale, conserver le système des règlements, des directives et des décisions, étant entendu que les directives devraient être moins détaillées. Mais beaucoup dépendra aussi de la mesure où tous ensemble nous parviendrons à supprimer cette structure artificielle des trois piliers et à intégrer les piliers dans une structure unique cohérente.

Dans la mesure où le troisième pilier est communautarisé, les domaines d'action qui en font partie relèveront des instruments juridiques du premier pilier.